

# Retour sur 1998

Michel Devilliers

*Département de la conjoncture*

*Malgré la crise asiatique, dont on trouvera par ailleurs une évaluation des effets, l'année 1998 s'est inscrite dans la phase de reprise amorcée à la mi-1996 et apporte les meilleurs résultats de la décennie : une croissance de 3,2%, la création de 400 000 emplois (dont 300 000 dans le secteur marchand) accompagnée d'un recul de près d'un point du taux de chômage.*

La progression de l'activité a totalement reposé sur la demande intérieure, contrastant avec 1997, où le commerce extérieur avait contribué pour plus de la moitié à la croissance de l'année. La consommation des ménages s'est révélée particulièrement dynamique, grâce à une hausse du pouvoir d'achat supérieure à 3%. Plus que sur la moyenne annuelle, l'impact négatif de la crise asiatique apparaît sur le profil de l'année, marqué par une décélération progressive qui reflète le ralentissement sensible de l'industrie. Mais l'année 1998 présente d'autres traits exceptionnels, pour partie effets secondaires de la crise asiatique :

- la hausse des prix a été historiquement faible : 0,3% pour le glissement sur l'année des prix à la consommation (contre 1,1% en 1997). Sur ce plan, les deux dernières années se distinguent nettement des phases précédentes de reprises cycliques par l'absence d'inflation. Au delà de l'impact de la baisse des matières premières, et notamment de l'énergie, on observe en effet une stabilité de l'inflation sous jacente sur un rythme annuel voisin de 1% ;

- les taux d'intérêt à court et à long terme sont revenus à un niveau historiquement bas. Ceci est lié tant au ralentissement des prix qu'au reflux des capitaux dû à la crise asiatique. Cette baisse des taux, qui a favorisé la demande intérieure, notamment de logement, comme la désinflation, qui a accru le pouvoir d'achat et donc la consommation, a réduit les effets directs de la crise asiatique sur la croissance en France.

Les effets directs et indirects de la crise asiatique se retrouvent dans les divergences des évolutions sectorielles. L'industrie, qui avait été la première à profiter de la reprise, a régulièrement décéléré en 1998, alors que les commerces et les services ont vu leur progression s'accroître d'une année sur l'autre, et que le bâtiment n'a cessé d'accélérer, retrouvant sur la seconde moitié de 1998 des rythmes nettement positifs ;

- la dernière particularité de 1998, mais qui avait déjà été observée l'année précédente, est l'importance des créations d'emplois dans les secteurs marchands, et la progression relativement faible de la productivité du travail. Ainsi, la décreuse du chômage amorcée l'année précédente s'est poursuivie malgré une progression sensible de la population active.

Avant de décrire plus en détail les enchaînements de l'année, on doit noter que la croissance en France a été légèrement supérieure à la moyenne de ses partenaires de la zone euro. Ceci tient à une plus forte augmentation de la consommation des ménages français. Il faut aussi noter que la dégradation des anticipations des industriels a été un peu plus tardive en France, peut être parce que nos exportateurs étaient moins exposés aux crises asiatiques, puis russe, que les industriels italiens ou allemands.

## Ralentissement progressif de l'activité industrielle

La croissance de la production manufacturière, qui était de l'ordre de 6 % en rythme annuel en début d'année, a été ramenée à 2% au second semestre de 1998. L'augmentation de la production en moyenne annuelle a été de 5% comme l'année précédente. Toutefois la progression de la valeur ajoutée de l'industrie manufacturière (+4,0%) ne contribue plus en 1998 qu'à hauteur d'un cinquième à la croissance de l'activité en France, alors qu'elle en expliquait les deux cinquièmes l'année précédente. Le ralentissement de la production industrielle est d'abord dû au fléchissement des exportations, dont le glissement annuel est passé de 16% à 3% entre 1997 et 1998. De fait, la contribution des échanges extérieurs à la croissance est devenu négative à partir du début 1998. Le ralentissement est également lié au tassement de la demande intérieure des entreprises à partir de l'été. Si la contribution de l'investissement à la croissance est restée largement positive, celle des stocks apparaît légèrement négative en glissement sur l'année. Les enquêtes de conjoncture montrent que la décélération d'ensemble de la production manufacturière a recouvert des évolutions sectorielles très différenciées. Ainsi les secteurs de biens intermédiaires ont été dès le début de l'année fortement touchés par la dégradation du contexte international. Par contre, la baisse des carnets de commandes n'est intervenue qu'à l'été pour les industries de biens de consommation, et qu'au quatrième trimestre pour celles de biens d'équipement. Quant au secteur de l'automobile, porté par la reprise des immatriculations sur le marché français, il a poursuivi son développement tout au long de l'année.

Les secteurs non industriels, dont la reprise avait été plus tardive que celle de l'industrie en 1997, ont nettement progressé l'année der-

nière. La production du commerce, et celle des services non financiers, ont augmenté de 5,0% en 1998 contre respectivement +2,3% et +2,8% en 1997. L'année 1998 a été marquée par ailleurs par le retour à une nette croissance de la production de bâtiment génie civil et agricole (+2,1% contre -0,4% l'année précédente), surtout sensible sur le second semestre. La poursuite du développement de l'investissement des ménages en logements, qui s'était surtout traduite en 1997 par un déstockage de logements neufs a finalement débouché sur une augmentation des mises en chantiers, d'autant que les perspectives restaient bonnes avec le maintien de taux d'intérêts très peu élevés.

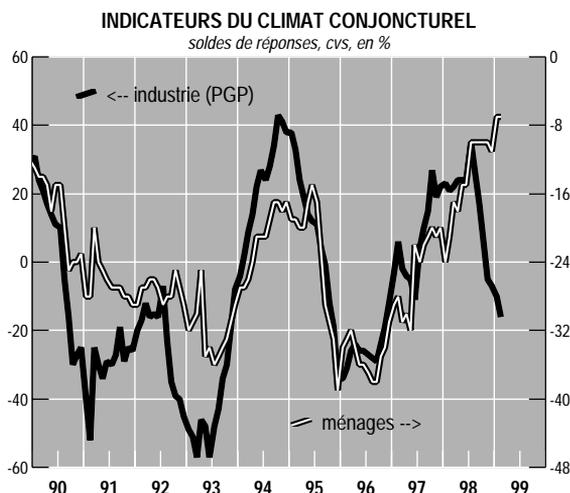
### Année record pour les créations d'emplois

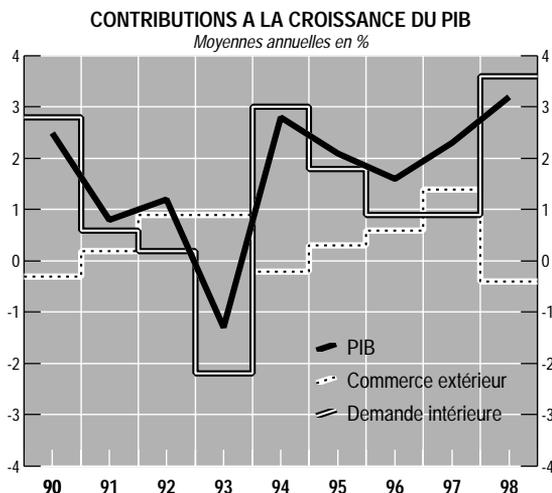
L'emploi salarié, qui avait rapidement bénéficié de la reprise, a continué à se développer en 1998. Son profil a épousé celui de l'activité : particulièrement fort au premier semestre avec la création de 170 000 emplois marchands, sa progression s'est un peu ralenti au second (130 000 emplois) avec l'arrêt des créations d'emplois dans l'industrie. L'année 1998 apparaît riche en créations d'emplois. L'emploi total

a progressé d'environ 400 000 postes nets. Il a bénéficié des créations d'emplois dans le secteur non marchand dues notamment aux "emplois-jeunes". Compte tenu de cette évolution exceptionnellement favorable de l'emploi, le chômage a poursuivi la décrue amorcée à la fin de 1997. Une réduction régulière a ramené le taux de chômage de 12,2% en décembre 1997 à 11,5% en décembre 1998, ce mouvement profitant principalement aux jeunes de moins de 25 ans.

### La consommation des ménages a protégé la croissance

Comptablement, l'augmentation de la consommation des ménages (+3,8%) a contribué pour les trois quarts à la croissance de 1998. En favorisant des secteurs fortement créateurs d'emploi, elle a participé à un cercle vertueux qui a maintenu l'activité malgré la crise asiatique. La progression de la consommation en 1998 a trouvé d'abord son origine dans une augmentation très forte du pouvoir d'achat (+3,5%) liée au développement des revenus d'activité et à la désinflation. Elle a été favorisée par une légère baisse du taux d'épargne que l'on peut rapprocher de l'amélioration continue de l'opinion des ménages sur la





situation économique et notamment sur l'évolution future du chômage. Elle a également profité de deux éléments particuliers : une nette reprise du marché automobile après la phase de compensation des effets de la prime qualité, et la Coupe du monde de football qui a soutenu directement les achats de produits bruns. Enfin, la consommation a également profité de la diffusion des produits innovants (téléphones mobiles, micro-ordinateurs) à un public plus large.

### Investissement en progression

L'investissement des entreprises a progressé de 6% en 1998 (contre 0,1% en 1997). Son rythme de

croissance, très vif au premier semestre (de l'ordre de 8%), a été réduit de moitié au second. L'investissement du premier semestre a été d'autant plus vigoureux qu'en 1997, il n'avait suivi qu'avec retard la reprise de l'activité. Par la suite, la détérioration des anticipations des entrepreneurs a limité la mise en oeuvre de nouveaux projets d'investissement. Ce mouvement a été surtout sensible dans l'industrie. Toutefois l'infléchissement a été modéré grâce au maintien de bonnes conditions de financement de l'investissement tant en ce qui concerne les taux d'intérêt que le niveau de l'autofinancement. Ainsi, l'investissement dans l'industrie aurait progressé de 8% en 1997 après avoir stagné les deux années

précédentes. Ce mouvement peut être relié à une nette remontée du taux d'utilisation des capacités de production qui est revenu tout au long de 1998 à un niveau proche de sa moyenne de longue période.

### Forte réduction de l'inflation

L'année 1997 avait déjà paru atypique parce que la nette accélération de l'activité ne s'était pas traduite par une reprise de l'inflation. L'année 1998 apparaît encore plus paradoxale. La croissance la plus forte de la décennie s'est accompagnée d'une réduction du glissement des prix à la consommation au niveau historiquement faible de 0,3% (contre 1,1% en 1997). Cette baisse est liée à la chute des prix des matières premières et notamment du pétrole, qui est une conséquence directe de la récession au Japon et dans les pays émergents d'Asie et d'Amérique latine. L'inflation sous jacente est restée quant à elle stable à un niveau proche de 1%. Malgré la vigueur de la consommation, le glissement des prix des produits manufacturés est resté proche de zéro. Il est vrai que les prix de vente des industriels se sont inscrits en repli régulier. Seuls les prix des services privés et des loyers ont augmenté mais de façon modérée. Pour les premiers, le glissement annuel s'est stabilisé à 2% ; pour les seconds, il a légèrement progressé, passant de 1,6% fin 1997 à 2,1% en décembre 1998, la phase d'accélération s'étant principalement située au premier semestre. ■